Résolution sur le Zimbabwe, le cas du pasteur Evan Mawarire et d’autres cas de restriction de la liberté d’expression

2017/2608(RSP) - 16/03/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Zimbabwe, le cas du pasteur Evan Mawarire et d’ autres cas de restriction de la liberté d’expression.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE, EFDD et ENF.

Le Parlement a **déploré l’arrestation du pasteur Evan Mawarire**, défenseur des droits de l’homme et fondateur du mouvement social indépendant #ThisFlag, qui a été arrêté le 1er février 2017 à l’aéroport de Harare à son retour au Zimbabwe. Evan Mawarire a fédéré le mécontentement des citoyens à l’égard du régime de Mugabe au cours des manifestations organisées l’année dernière contre l’inaction du gouvernement face à la corruption, à l’impunité et à la pauvreté.

D’abord inculpé de «déstabilisation d’un gouvernement constitutionnel», un délit passible d’une peine maximale d’emprisonnement de 20 ans, puis pour insulte au drapeau, Evan Mawarire n’a été relâché que sur caution après avoir passé neuf jours en prison. Les députés ont demandé que les charges retenues contre lui pour des raisons politiques soient levées. Le sort d’autres militants devrait également être examiné.

Préoccupé par les rapports des organisations de défense des droits de l'homme faisant état d’actes de violence politique, le Parlement a invité les autorités zimbabwéennes à veiller à **ne pas employer la justice pénale pour viser, harceler ou intimider les défenseurs des droits de l’homme**. Il a rappelé que les libertés de réunion, d'association et d'expression étaient des composantes essentielles de toute démocratie.

La résolution a souligné l’importance pour l'Union d'entamer un **dialogue politique** avec les autorités zimbabwéennes dans le cadre de l'accord de Cotonou. Elle a également :

- encouragé la délégation de l'Union à Harare aider le Zimbabwe dans le but **d'améliorer la situation des droits de l'homme** dans le pays ;
- invité l'Union à veiller à ce que les **financements** alloués au Zimbabwe pour son programme indicatif national aillent effectivement aux secteurs concernés.